

## Recherches sociographiques



Marie LAVIGNE et Yolande PINARD, *Les femmes dans la société québécoise*

Huguette Dagenais

Volume 19, Number 1, 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055783ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055783ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this review

Dagenais, H. (1978). Review of [Marie LAVIGNE et Yolande PINARD, *Les femmes dans la société québécoise*]. *Recherches sociographiques*, 19(1), 149–151.  
<https://doi.org/10.7202/055783ar>

Marguerite JEAN, s.c.i.m., *Évolution des communautés religieuses de femmes au Canada de 1639 à nos jours*, Montréal, Fides, 1977, 324p. (« Histoire religieuse du Canada ».)

Voici un ouvrage longtemps souhaité et magnifiquement réalisé, contenant tout le tableau du développement de la vie religieuse féminine au Canada. Il est divisé en deux parties: 1. Développement historique; 2. Développement juridique. Chaque partie comprend trois sections, traitant successivement de trois périodes: 1639-1760; 1760-1867; 1867-1975. Dans ces divisions simples, et au demeurant assez naturelles, l'auteur déroule, en un premier temps, l'histoire des fondations religieuses féminines et, dans un second, l'évolution du droit canonique à leur égard. Hormis pour la première époque, l'auteur s'en tient aux instituts autochtones, ou au plus d'origine nord-américaine. Les communautés venues d'Europe ne sont mentionnées qu'à l'occasion. La fécondité religieuse du milieu se trouve davantage mise en lumière, bien qu'on ne doive pas oublier à quel point les instituts importés ont tiré grand avantage de la générosité de notre peuple. L'ouvrage demeure ainsi une contribution fort estimable à notre histoire religieuse. Son utilité ne sera pas moindre pour illustrer, dans notre pays, les méandres tracés par le développement du droit religieux féminin, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, qui n'attribuait le titre de religieuses qu'aux moniales, jusqu'à notre époque, où un vaste éventail d'instituts divers ont conquis le même titre. Les péripéties sont extrêmement instructives et révélatrices des changements opérés en quatre siècles.

Sans doute trouvera-t-on quelques erreurs, attribuables le plus souvent à l'état des sources consultées. Je relève que M<sup>gr</sup> Dosquet n'a pas demeuré au pays deux années seulement, mais bien quatre ans (49). Quant à l'absentéisme, si c'est un reproche à l'endroit des évêques du régime français, il est immérité. Seul M<sup>gr</sup> de Mornay a refusé de venir au pays; M<sup>gr</sup> Dosquet, envoyé par lui comme coadjuteur, n'est pas tout à fait exempt de blâme. Quant aux autres évêques, ou ils ont été fidèles à la résidence, ou leurs absences étaient justifiées, ou encore forcées. À la page 188, l'exactitude du paragraphe « Au Canada » souffre beaucoup des nuances qu'on a négligé d'y faire. Le chapitre 13 de la deuxième partie est très faible, faute d'une connaissance précise du phénomène qu'on appelle gallicanisme. M. Lanctôt, pris à témoin, n'était pas un guide tout à fait assuré. C'est par hasard et à cause d'une conjoncture peu habituelle que l'Église, après 1840, a joui chez nous d'une liberté de pionnière. La comparaison ne justifie pas de parler de son asservissement au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle jouissait alors d'un ordre réglé par une tradition séculaire et dont l'écroulement, en 1760, lui apparut, non sans raison, comme une catastrophe.

Ces ombres sans importance ne diminuent pas notre estime de cette œuvre. On y trouvera l'illustration d'un dynamisme, d'une alacrité, d'une promptitude toujours aux aguets des tâches nécessaires et des besoins à satisfaire. Ce que l'instrument politique et économique ne nous permettait pas, l'élan religieux l'entreprenait. Avec quelle unanimité et quelle énergie!

Lucien CAMPEAU

*Département d'histoire,  
Université de Montréal.*

Marie LAVIGNE et Yolande PINARD, *Les Femmes dans la société québécoise*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1977, 215p.

Si, comme l'écrivent Marie Lavigne et Yolande Pinard, « un rapide coup d'œil sur les synthèses canadiennes nous permet de constater que les femmes du Québec n'y figurent à peu près pas et qu'on a fortement marginalisé leur histoire », l'ouvrage qu'elles nous présentent aujourd'hui est susceptible de combler en partie cette lacune puisqu'il constitue une contribution intéressante à l'étude de la situation particulière des Québécoises aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Après la «Présentation» où les deux auteurs font le point sur l'état de la recherche et commentent les études qui sont à la disposition des chercheurs, l'ouvrage se compose de huit articles placés dans un ordre à la fois logique et chronologique. Démontrant bien la liaison étroite entre la croissance de la population féminine dans les villes et les phénomènes d'industrialisation et d'urbanisation qu'a connus le Québec au milieu du siècle dernier, Suzanne CROSS examine d'abord, chiffres et tableaux à l'appui, la répartition et la distribution de cette population dans les différentes parties de Montréal et de sa banlieue, puis analyse plus longuement les possibilités d'emploi qui s'y offraient aux femmes. Elle en conclut qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les femmes formaient «une partie importante mais docile» de la main-d'œuvre. C'est là la toile de fond sur laquelle Yolande PINARD nous retrace «Les débuts du mouvement des femmes» au Québec et plus particulièrement ceux du Montreal Local Council of Women (MLCW), relié aux mouvements canadien et international, et du féminisme chrétien hérité plus spécifiquement du courant féministe français, lui-même inspiré de la nouvelle doctrine sociale de l'Église exposée dans l'encyclique *Rerum Novarum*. Au Québec ce féminisme chrétien se cristallisa dans la Fédération Nationale de la Saint-Jean-Baptiste dont Marie LAVIGNE, Yolande PINARD et Jennifer STODDART nous décrivent l'organisation, l'idéologie et les premières luttes et nous exposent les profondes contradictions qui en ont graduellement sapé les bases.

Déchirées entre leurs idéaux réformistes et l'idéologie «de conservation» à laquelle elles adhéraient, les féministes québécoises étaient des cibles relativement faciles pour les démagogues misogynes que furent traditionnellement les évêques québécois et tant de nos «grands hommes» politiques. Nous en savons gré aux auteurs de n'avoir pas démoralisé les lecteurs en en faisant la liste: l'article de Susan MANN TROFIMENKOFF sur notre «castor» national, Henri Bourassa, est de nature à encourager les femmes à la vigilance. Car, si les hommes et les paroles changent avec le temps, le contenu réel de leur discours et l'image de la femme qu'il véhicule ont-ils fondamentalement évolué? Pensons seulement à la question de l'avortement; à celle des garderies...

Mais c'est surtout lorsque l'image traditionnelle de la femme est confrontée aux basses questions matérielles, aux criantes nécessités économiques que les contradictions inhérentes au système capitaliste et à son appareil idéologique apparaissent dans toute leur ampleur. En effet, comme le rappellent Marie LAVIGNE et Jennifer STODDART dans leur chapitre sur les «ouvrières et travailleuses montréalaises» de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, «tant que le travail féminin demeurait 'invisible', à l'abri des regards dans une famille ou dans un couvent, il ne heurtait nullement l'image de l'épouse-mère-ménagère». Il en fut tout autrement lorsque la participation des femmes au travail salarié, en tant que main-d'œuvre mobile et à bon marché, devint absolument indispensable à la bonne marche de l'économie. Le Québec se trouva alors dans la position paradoxale d'avoir à glorifier la femme au foyer en même temps que, dans les faits, il devait lui en garder la porte ouverte vers l'atelier, l'usine et le bureau. Et ce sont les travailleurs qui ont fait les frais de cette idéologie: leur travail étant ainsi caractérisé comme marginal et anormal, il leur fut beaucoup plus difficile de se battre contre les injustices et la discrimination.

Cette attitude des femmes est aujourd'hui encore en partie responsable de leur moindre participation à la vie syndicale. Mais elle n'en est pas la seule cause, comme le démontrent Mona-José GAGNON en retraçant l'histoire des principales centrales syndicales québécoises et Francine FOURNIER en faisant le tour d'horizon des luttes politiques des femmes. Les dirigeants syndicaux et les politiciens ont été des hommes, et des hommes profondément marqués par l'idéologie de leur époque. Ils n'ont pas su, dans l'ensemble, se placer à l'avant-garde en ce qui concernait la situation des femmes, trop préoccupés qu'ils étaient à préserver chacun personnellement le pouvoir que leur seul sexe leur conférait. Aussi Nicole LAURIN-FRENETTE a-t-elle raison de mettre les femmes en garde contre le sectarisme «stérile et épuisant» car, si la lutte des femmes ne peut être dissociée de la lutte des classes et de la lutte de tous les opprimés, elle ne doit pas y être assujettie. La lecture des neuf chapitres de cet ouvrage ne peut que renforcer notre conviction que toute lutte contre les dépositaires mâles du discours dominant est une lutte révolutionnaire dont

l'issue abolira non seulement l'idéologie de la «féminité» et les fondements économiques de l'oppression des femmes, mais aussi celle de la «masculinité» et, du même coup, la misère sexuelle des oppresseurs eux-mêmes.

L'ensemble de l'ouvrage expose, en fait, la condition spécifique des Québécoises, lesquelles ont eu à subir dans le passé les effets combinés et doublement aliénants de la soumission religieuse et du conservatisme nationaliste, et démontre l'articulation particulière de cette superstructure idéologique avec les conditions réelles d'existence des femmes au moment de la naissance et du développement du capitalisme au Québec.

Les seules réserves que nous inspire l'ouvrage tiennent à sa forme et à son organisation. En effet, les répétitions et les recoupements sont nombreux, du fait que la plupart des textes qui le composent n'ont pas été écrits à l'origine pour y être inclus, et réduisent l'impact de certaines démonstrations. Mais, malgré cela, l'ensemble forme un tout relativement bien intégré. De même, on peut déplorer qu'on n'ait pas demandé aux auteurs des textes les plus anciens de les remettre à jour. Il faut toutefois reconnaître l'intérêt et la pertinence de chacun.

De plus, d'abondantes notes infra-paginales s'avèrent une précieuse et intéressante source d'information sur les écrits des Québécoises dans le passé, écrits dont on oublie ou même ignore souvent l'existence parce qu'ils se situaient surtout dans ce qu'on pourrait appeler les «formes mineures» de la production littéraire, à savoir, les journaux et les magazines, et plus spécifiquement ceux dits «féminins». C'est que, tout comme sur le marché du travail elles étaient confinées — et le sont toujours — à certains secteurs particuliers de la production et des services, sur le plan de l'écriture les femmes ont longtemps été «en marge». En même temps que l'ouvrage de Lavigne et Pinard nous fait prendre conscience de cette réalité il contribue à la dépasser.

En somme, *Les femmes dans la société québécoise* est un ouvrage à lire par tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des conditions réelles d'existence des Québécoises et par toutes celles désireuses de connaître le chemin parcouru depuis le début des luttes féministes au Québec en même temps que de reconnaître le chemin encore, hélas, à parcourir.

Huguette DAGENAIS

*Département d'anthropologie,  
Université Laval.*

Francine BARRY, *Le travail féminin au Québec. L'évolution de 1940 à 1970*, Montréal, P.U. Q., 1977, 80p. («Histoire des travailleurs québécois.»)

L'intention de l'auteur de cette brève étude historique est de réunir quelques renseignements sur l'évolution du travail féminin au Québec depuis 1940. Trois aspects de cette évolution ont retenu l'attention: l'accroissement numérique de la main-d'œuvre féminine, les revendications concernant les conditions de travail des ouvrières et le discours public sur le droit des femmes à occuper des emplois rémunérés.

L'auteur met l'accent sur la diminution des résistances à l'intégration des femmes au marché du travail; en parcourant son texte, nous avons l'impression que «tout semble concourir à favoriser une participation accrue des femmes au marché du travail» (p. 62). Ce diagnostic aurait gagné en profondeur si on avait souligné avec plus de force la complexité de ce phénomène et les tendances contraires présentes durant les trois dernières décennies.

Ainsi, s'il est vrai que le nombre de femmes sur le marché du travail a augmenté considérablement, la ségrégation dans les emplois selon le sexe n'a pas diminué: en 1970, plus de femmes sont concentrées dans des emplois subalternes et moins rémunérateurs qu'en 1940. (H.